

print

## Le Congrès américain s'engage dans la course à la guerre contre la Syrie

De [Andre Damon](#)

Global Research, septembre 04, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-congres-americain-sengage-dans-la-course-a-la-guerre-contre-la-syrie/5348200>

Les chefs de file du Congrès américain se sont vite mobilisés pour déclarer leur soutien à la résolution proposée par le Président Barack Obama qui permet l'usage de la force contre la Syrie.

La démarche pour obtenir une autorisation du Congrès vise à donner une apparence de légitimité à une guerre impopulaire qui s'appuie sur des mensonges. En cela, elle est semblable à l'*Authorization of Use of Military Force* accordée en 2001, qui est devenue le fondement des attaques militaires lancées aux quatre coins du monde et de la répression à l'intérieur du pays.

Après un entretien à huis-clos entre Obama et les principaux membres du Congrès mardi matin, le président républicain de la Chambre des députés, John Boehner, a déclaré qu'il « soutiendrait l'appel à agir du président. » Il a ajouté, « C'est quelque chose que les États-Unis, en tant que pays, doivent faire. [...] Je crois que mes collègues devraient soutenir cet appel à agir. »

La chef de file des démocrates à la chambre des députés, Nancy Pelosi, a ajouté son soutien, en disant, « du point de vue de la sécurité nationale, nous devons envoyer un message très clair à ceux qui ont des armes de destruction massive de quelque type qu'elles soient, qu'ils feraient mieux de ne pas songer à s'en servir, » ajoutant que « c'est vraiment quelque chose qui, du point de vue humanitaire, ne peut pas être ignoré, sinon on ne peut pas dire 'plus jamais ça'. »

Les membres du Congrès des deux partis politiques ont entièrement accepté les mensonges présentés par le gouvernement Obama, surtout l'affirmation que l'action prévue en Syrie sera « limitée. » Avant de rencontrer Boehner et Pelosi, Obama lui-même avait réitéré cette affirmation, insistant sur l'idée que ce qui est prévu n'est pas « l'Irak ou l'Afghanistan » et qu'il n'y aura pas de « présence sur le terrain. »

En fait, le gouvernement cherche à obtenir ce vote en partie parce qu'il prévoit une opération militaire majeure pour renverser le cours de la guerre civile en Syrie et faire tomber ou tuer le président Syrien Bashar el-Assad. Ce n'est qu'un prélude à une action contre le principal allié de la Syrie, l'Iran, et derrière l'Iran, la Russie.

Tout en insistant sur l'idée que ses plans sont limités afin de vendre cette guerre plus facilement au peuple américain, les responsables du gouvernement ont clairement dit à plusieurs reprises qu'ils veulent « dégrader » l'arme syrienne – c'est-à-dire, détruire d'importantes parties de sa force aérienne et « mieux équiper » l'opposition en lui fournissant directement des armes mortelles.

Les dirigeants des deux partis ont accepté dans sa totalité le prétexte employé par le gouvernement pour justifier la guerre : la supposée utilisation par Assad des armes chimiques. Cet état des choses a été résumé dans les commentaires d'Adam Schiff, un démocrate de Californie qui siège à la Commission de la chambre des députés sur les services de renseignement qui a déclaré à la presse en début de journée, « Le débat s'écarte de "a-t-il utilisé des armes chimiques ?" et

devient "qu'est-ce qu'on doit faire par rapport à ça ?" »

Les objectifs de la course à la guerre ont été développés au cours d'une audience de l'après-midi de la Commission du Sénat sur les affaires étrangères, dans lequel le ministre des Affaires étrangères John Kerry, le ministre de la Défense Charles Hagel, et le président du Comité des chefs d'état-major interarmées Martin Dempsey, ont présenté leurs arguments pour bombarder la Syrie.

Kerry a commencé par dire « Certaines personnes ici ou là, étonnamment, ont remis en question la preuve de cette atteinte à la conscience. Je répète ici encore une fois aujourd'hui que seul le désir le plus obstiné d'éluder la réalité peut affirmer que cela ne s'est pas passé de la manière décrite ou que le régime n'en est pas l'auteur. Cela s'est bien passé, et le régime d'Assad l'a fait. »

La déclaration de Kerry visait non pas les membres de la Commission, mais la population américaine, qui est sceptique sur les affirmations du gouvernement et qui est très largement opposée à l'action militaire. Les Sénateurs ont accepté les affirmations vagues et infondées selon lesquelles le président Syrien Bashar el-Assad a utilisé des armes chimiques alors même qu'aucune preuve nouvelle n'a été présentée. Toutes les questions mineures sur les affirmations du gouvernement ont été renvoyées par les membres de la commission à une session à huis-clos qui se tiendra mercredi.

Les membres de la commission ont cherché à renforcer encore l'affirmation d'Obama qu'il veut un engagement militaire limité, et ont tenté d'exclure tout type d'invasion au sol. Kerry a insisté, « Que ce soit bien clair : le président Obama ne demande pas à l'Amérique de partir en guerre [...] Nous sommes tous d'accord, il n'y aura aucune présence terrestre américaine. » Pour le ministre des Affaires étrangères américain, lancer des attaques militaires visant à détruire l'armée d'un pays étranger n'est pas une « guerre. »

Ces affirmations ont été démentis par les déclarations mardi du chef de la majorité à la Chambre des députés, Eric Cantor, qui a décrit la proposition d'Obama de « guerre limitée » dans un contexte bien plus large. « Le conflit syrien n'est pas une simple guerre civile ; c'est une guerre sectaire menée par procuration et qui exacerbe les tensions dans tout le monde musulman, » a-t-il dit. « Il est clair que l'Iran est un des principaux combattants de ce conflit, et que son implication directe fait partie intégrante de la volonté de l'Iran d'établir une hégémonie régionale. Si Assad et ses commanditaires iraniens en sortaient vainqueurs ce serait une victoire stratégique pour l'Iran, cela encouragerait le Hezbollah, et convaincrait nos alliés qu'ils ne peuvent pas nous faire confiance. »

Dans le témoignage au Congrès, Kerry a lui-même présenté un scénario dans lequel les troupes américaines envahissent la Syrie au prétexte de sécuriser les réserves d'armes chimiques au moment où le pays « implose. » Il a dit qu'il serait « préférable de ne pas » avoir une interdiction d'avoir des soldats sur le terrain. Kerry a plus tard fait marche arrière disant que le gouvernement se suffisait d'une résolution qui n'autoriserait pas les troupes au sol. « Il n'y aura pas de présence sur le terrain en ce qui concerne la guerre civile, » a-t-il dit, d'une manière étudiée qui évite de dire ce qui se passera après.

Le gouvernement, en tout cas, considère toute résolution passée au Congrès comme autorisant l'action sans toutefois la limiter. C'est-à-dire que rien de ce que le Congrès votera ou ne votera pas, ne sera interprété comme interdisant une quelconque action du président. Au cours de l'unique échange réellement conflictuel avec Kerry, le sénateur républicain Rand Paul a dit, « vous allez probablement gagner ; allez-y et dites que c'est vrai. Et ayons un vrai débat dans ce pays et non pas un débat qui ne veut rien dire que finalement vous allez perdre

tout en disant, oh, de toute façon nous en avons le droit. »

En réaction, Kerry a réaffirmé la position du gouvernement disant que le président a le droit de ne pas respecter un vote du congrès. « Je laisserai à l'homme qui a été élu président des États-Unis la responsabilité de vous dire quelle est sa décision, si et quand ce moment viendra. »

Tout au long de cette audience, les manifestants qui dénonçaient les projets de guerre ont été exclus sans ménagement de la chambre du Sénat.

L'on s'attend à ce que le vote de la Commission des affaires étrangères du Sénat, qui devrait avoir lieu aujourd'hui, passe à une large majorité.

**Andre Damon**

Article original, [WSWS](#), paru le 4 septembre 2013

Copyright © 2013 Global Research